



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE BOIS A VIVRE

255 TREYTIN
1673 ROUTE DES COTEAUX
33550 Villenave-De-Rions

Références : 26-170
Code AIOT : 0100309009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SOCIETE BOIS A VIVRE implanté 255 TREYTIN 1673 ROUTE DES COTEAUX 33550 Villenave-de-Rions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un signalement de nuisances adressée à la DREAL et l'ARS le 18 février 2026 concernant l'exploitation la société Bois à vivre à Villenave-de-Rions.

Elle avait pour objectif de vérifier si le site relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) afin de déterminer les suites à donner à ce signalement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE BOIS A VIVRE
- 255 TREYTIN 1673 ROUTE DES COTEAUX 33550 Villenave-de-Rions
- Code AIOT : 0100309009
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bois à vivre est spécialisée dans la charpente, couverture et construction de maison à ossature bois. Elle est implantée à Villenave-de-Rions depuis 2018.

Elle réalise notamment sur ce site des activités de travail du bois, de stockage de bois, de combustion de biomasse susceptibles de relever de la réglementation des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - Classement ICPE	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R511-9 et ses annexes	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la puissance des machines installées au sein de l'atelier, et des différentes activités connexes réalisées, l'inspection a pu établir que l'installation ne relevait pas de la législation relative aux ICPE.

L'inspection des ICPE de la DREAL n'est pas compétente pour agir dans le cas d'espèce : les éventuelles nuisances causées par l'établissement relève de la police du maire (article L2212-2 du code général des collectivités territoriales).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article R511-9 et ses annexes
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Article R511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe à l'article R511-9 :

[..]

Rubrique 2410 : Ateliers ou l'on travaille le bois

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :

1. Supérieure à 250 kW. (E)
2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D)

Rubrique 1532. Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues

[...]

2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :

a) Supérieur à 20 000 m³

(E)

b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³

(D)»

Rubrique 2910 : Combustion

Lorsque sont consommés exclusivement, [;..] de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement,[...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)
2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)

[...]

(nota : la nomenclature dans son intégralité est consultable sur le site AIDA (<https://aida.ineris.fr/thematiques/nomenclature-icpe>))

Constats :

Lors de la visite du site, au vu de la présentation de l'entreprise réalisée par le gérant, les principales activités réalisées par la société, et susceptibles d'être classées, sont listées ci dessus.

A ce titre, par rapport aux machines de travail du bois, l'inventaire réalisé au cours de l'inspection a permis de déterminer que la puissance des machines fixes est d'environ 40 kW, inférieure au seuil de classement cité ci dessus.

De même, l'exploitant a indiqué qu'il stockait uniquement le bois dont il allait avoir besoin, en s'organisant avec son fournisseur pour des livraisons lui permettant de ne jamais avoir un stock trop important. Il est apparu que le stock présent au jour de l'inspection était largement inférieur à 1000 m³, et donc inférieur également au seuil de classement ci dessus.

Enfin, l'exploitant dispose pour les besoins de son atelier d'un poêle à bois installé au sein de son installation. qui selon ses affirmations brûle des déchets de bois de chantier "classiques" qui n'ont pas subi un traitement avec des conservateurs du bois ou de placement d'un revêtement. Ils peuvent ainsi être considérés comme de la biomasse (déchet de type b)v)) et la combustion est susceptible d'être classée au titre de la rubrique 2910 listée ci dessous. L'exploitant a cependant indiqué que la puissance de ce poêle est inférieure à 1MW, ce qui a paru cohérent à l'inspection au vu de la taille de l'équipement.

En conclusion, au vu des informations recueillies lors de l'inspection et détaillées ci dessus, aucune activité pouvant relever d'un classement ICPE n'a été constatée.

L'inspection des installations classées considère donc que l'installation n'est pas une ICPE et n'est pas compétente pour le traitement du signalement transmis.

Type de suites proposées : Sans suite